

Le bellicisme à courte vue de l'Amérique de Donald Trump



Le Soir* - 12 avr. 2018
Page 2

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

Le président des Etats-Unis souffle le chaud et le froid en menaçant la Russie d'envoyer des missiles en Syrie, puis en lui proposant son soutien économique et l'arrêt de la course aux armements. Le tout au moment où les risques de confrontation directe augmentent. Que faut-il comprendre ?

New York

De notre correspondant

L'Amérique n'annoncera jamais à l'avance où et quand elle va frapper ses ennemis. Jamais ! La fameuse antienne de Donald Trump, durant la campagne présidentielle 2016, visait à enfoncer son futur prédécesseur Barack Obama, coupable d'avoir renoncé en 2013 à sa « ligne rouge » quant à l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien, puis l'année suivante à avoir vendu la mèche quant au retrait des GI d'Afghanistan. Avec lui, Trump, à la Maison-Blanche, on allait voir ce qu'on allait voir. Que les ennemis de l'Oncle Sam se méfient : l'homme à la barbichette blanche cognerait sans prévenir, et durement.

On a vu. Mercredi matin, le président des Etats-Unis a tweeté le scénario des prochains jours, à l'attention de son homologue russe Vladimir Poutine : « Prépare-toi, Russie (...) car (nos missiles) arrivent, beaux, neufs et intelligents ! » Un aimable avertissement, accompagné un peu plus tard d'un regret : « Nos relations avec la Russie sont pires qu'elles n'ont jamais été, y compris durant la Guerre froide. La Russie a besoin de notre soutien économique, chose qu'il serait très simple à réaliser, et toutes les nations doivent collaborer. Arrêtons la course aux armements ? »

Après avoir tancé le Kremlin pour sa complicité avec « cet animal gazeux qui tue son propre peuple et y prend du plaisir », l'efficacité du message demeure à prouver. Perplexe, Vladimir Poutine s'est contenté de relever « que l'état des affaires du monde, de plus en plus chaotique, ne peut que susciter de l'inquiétude ».

Intenses consultations

Cette incohérence américaine s'accompagne d'intenses consultations avec les deux principaux partenaires de l'Amérique face à l'axe Damas-Moscou-Téhéran : la France et la Grande-Bretagne. Le président français, Emmanuel Macron, insiste pour que des frappes concertées, si elles sont ordonnées, se concentrent sur les sites syriens de stockage d'armes chimiques. La Première ministre britannique Theresa May a émis pour sa part une opinion plus modérée, appelant à voir établie l'identité des coupables dans le bombardement chimique de Douma, dans les faubourgs rebelles de Damas (40 morts), le 7 avril. « En cas de preuve », Londres accepterait, à reculons, de se joindre à une action militaire multilatérale. Plombée par une impopularité record en pleines négociations avec l'UE sur le Brexit, May n'a pas oublié que son prédécesseur David Cameron avait essuyé le 30 août 2013 un échec cinglant à la Chambre des communes pour les mêmes raisons.

En Méditerranée, une armada occidentale croise au large des côtes syriennes, prête à déclencher les hostilités contre Damas. Un message d'avertissement a été adressé par Eurocontrol, l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, à toutes les compagnies aériennes desservant le Proche-Orient, en particulier Chypre et le Liban, au sujet d'un « risque majeur », dans les « prochaines 72 heures ». Le risque d'escalade est réel : l'ambassadeur russe au Liban a annoncé que tout missile américain tiré contre le territoire syrien serait abattu en vol, tout comme les sites d'où ils ont été tirés. L'armée russe, pour sa part, a promis « des mesures de riposte » directes pour le cas où la vie des 4.300 soldats russes stationnés en Syrie serait menacée.

En 2003 aux abords de la ville de Nadjaf, en Irak, un général américain, David Petraeus, avait repris la fameuse expression du président Dwight Eisenhower en avril 1954 : « Dites-moi comment tout cela va finir. » « Ike » se demandait à quoi servirait un appui aérien massif, au camp retranché français de Dien Bien Phu. Il avait sagement décidé de s'abstenir face au risque de Troisième Guerre mondiale. Ce risque existe à nouveau aujourd'hui : une confrontation entre troupes américaines et russes en Syrie, après celle qui a tué plus de 200 mercenaires russes sur les rives de l'Euphrate le 7 février, pourrait transformer l'actuelle nouvelle Guerre froide (ou « paix chaude ») en guerre déclarée. Les incursions de patrouilleurs aériens russes sur le flanc nord de l'Otan depuis quatre ans ont déjà considérablement accru les tensions avec Moscou, dans le sillage de l'annexion de la Crimée ukrainienne par la Russie.

« Qui tient les rênes d'une politique syrienne à Washington ?, questionne Kevin Baron, du site Defence One. Si ce n'est le président Trump, qui au sein de son Administration pourrait prendre ces rênes ? Le nouveau secrétaire d'Etat Mike Pompeo (NDLR, qui passe son examen d'entrée devant le Sénat ce jeudi) ? Le secrétaire à la Défense Jim Mattis ? Le nouveau conseiller à la sécurité nationale John Bolton ? Le patron du Central Command, le général Joe Votel ? L'ambassadeur à l'ONU, Nikki Haley ? »

Un Département d'Etat fantôme

Et surtout, pour quels buts ? D'après Richard Haass, du Council on Foreign Relations, les Etats-Unis « doivent retrouver une consistance diplomatique », certes difficile avec un Département d'Etat fantôme, vidé de ses meilleurs éléments, et convaincre ses adversaires de l'intérêt d'un plan de paix acceptable pour tous. Ou, comme le suggère Baron, « opter pour une stratégie militaire plus ambitieuse », qui aboutisse à la chute d'Assad, avec des risques de déstabilisation accrus pour une région morcelée et débordant de réfugiés.

Les frappes ne résoudront donc rien, pas plus sur le terrain... que l'immense frustration des décideurs occidentaux, politiques et militaires, soucieux de boucher enfin l'effrayant trou noir syrien. Elles sont cependant, après des heures de débats au sein de la Maison-Blanche et entre chancelleries, l'hypothèse la plus probable, et l'horizon indépassable d'un président américain novice en

politique étrangère. Ne serait-ce que pour une seule et bonne raison : même conscients que des tirs de missiles ne règlent rien, « les Américains se sentent une obligation morale d'aider les victimes (d'un drame) humanitaire », assurent Sarah Kreps et Sareh Maxey, politologues à Cornell University et Penn, auteures d'une étude sur ce thème. A défaut d'avoir la moindre intention de régler le pire conflit de la planète, en termes humanitaires et géopolitiques, depuis trois quarts de siècle.

MAURIN PICARD

MAURIN PICARD

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés